

## L'Église catholique dans la société. Une approche française (I)

---



Les médias belges francophones nous parlent « chaque jour » du Président de la République française, à tel point que je me demande parfois si la Fédération Wallonie-Bruxelles n'est pas devenue un département français. Les médias parlent également du Président des Etats-Unis d'Amérique. Mais, pour celui-ci, il s'agit surtout d'évoquer un personnage qui étonne à bien des égards.

### **La Révolution française (1789) modifie le territoire français**

Il est vrai que les troupes françaises de Charles-François du Perrier du Mouriez, dit Dumouriez, victorieuses à Jemappes en 1792, ont provoqué la sortie de la future Belgique de l'empire des Habsbourg. Reprise par les Habsbourg d'Autriche en 1793, à la bataille de Neerwinden, la Belgique est annexée à la France après la bataille de Fleurus en 1794. Le pays est divisé en neuf départements. La future province de Hainaut correspond au département de Jemappes. Le traité de Campofornio, en 1797, déclare la Belgique « française ».

### **Le diocèse de Tournai, portion de l'Église de France (1801-1815)**

Le Hainaut doit sa configuration ecclésiastique au premier consul Napoléon Bonaparte, qui signe le Concordat avec le Pape Pie VII en avril 1801.

Dans ce cadre, Napoléon Bonaparte nomme François-Joseph Hirn évêque de Tournai le 5 juillet 1802. Mgr Hirn est originaire d'Alsace, docteur en théologie de l'Université de Strasbourg. Sacré évêque le 18 juillet 1802 en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet à Paris, par l'archevêque de Paris Jean-Baptiste de Belloy, assisté de Mgr Claude André, évêque de Quimper, et de Mgr Louis Sebastiani, évêque d'Ajaccio, Mgr Hirn est installé canoniquement à Tournai le 10 septembre 1802. Il envoie des messagers dans toutes les localités de son diocèse afin de remplir un questionnaire détaillé sur l'organisation des paroisses. Ainsi il peut publier le 16 août 1803 le *Décret de la nouvelle organisation du diocèse de Tournai*. Les premières années de son épiscopat, Mgr Hirn a des relations cordiales avec Napoléon.

## ► Notre évêque nous parle

Le 18 mai 1804, le Sénat proclame Napoléon Bonaparte empereur des Français, sous le nom de Napoléon Ier. Le Pape Pie VII assiste au sacre de l'empereur, le 2 décembre 1804, à la Cathédrale Notre-Dame de Paris. Mgr Hirn y assiste également. Il devient membre de la Légion d'honneur et baron de l'Empire. En 1806, le diocèse de Tournai compte 472.000 habitants.

Grâce à l'influence de son vicaire général Hippolyte-Joseph Duvivier, Mgr Hirn prend conscience de l'étouffement de l'Église par le pouvoir civil. Au concile national convoqué par Napoléon Ier à Paris en 1811, Mgr Hirn est un des chefs de file de l'opposition à la politique religieuse de l'empereur. Aussi Mgr Hirn est-il arrêté la nuit du 11 au 12 juillet 1811, incarcéré au donjon de Vincennes et mis au secret. Forcé de donner sa démission, le 22 novembre 1811, il est envoyé le 13 décembre 1811 en résidence surveillée à Gien, dans le Loiret. L'empereur Napoléon veut imposer Samuel de Saint-Médard, vicaire général de La Rochelle, comme évêque de Tournai. Les chanoines de Tournai s'y opposent, ce qui entraîne l'arrestation de quelques-uns d'entre eux.

Libéré le 24 avril 1814 par les Puissances alliées, Mgr Hirn se rend à Rome en vue de régler sa situation canonique. Le Pape Pie VII le rassure et lui remet un bref apostolique qui le rétablit dans ses fonctions. Mgr Hirn revient triomphalement à Tournai le 3 septembre 1814.

### **Le diocèse de Tournai, dans le royaume de Guillaume Ier d'Orange (1815-1830)**

Le Congrès de Vienne (1815) entérine la volonté de la Grande-Bretagne de constituer un royaume dirigé par Guillaume Ier, prince d'Orange-Nassau, comprenant la Belgique et la Hollande. Mgr Hirn s'unit aux autres évêques « belges » pour protester contre la Loi fondamentale (11 août 1815) et le serment prescrit par la nouvelle constitution des Pays-Bas. Il ne cessera jamais de s'opposer au Règlement imposé aux Provinces méridionales en matière d'instruction publique. Il meurt le 17 août 1819.

Guillaume Ier signe un Concordat avec le Pape Léon XII en 1827. Il accepte de nommer des évêques dans les sièges devenus vacants.

Le 18 mai 1829, Jean-Joseph Delplancq est nommé évêque de Tournai. Il est ordonné à la Cathédrale de Namur, le 25 octobre 1829, par l'évêque de Namur Mgr Nicolas-Alexis Ondernard. Mgr Delplancq prête serment d'allégeance au roi Guillaume Ier à La Haye. Il ordonne Mgr Jan Frans Van de Velde, le nouvel évêque de Gand, dans la Cathédrale de Gand, le 8 novembre 1829.

## **Le diocèse de Tournai, après l'indépendance de 1830**

La révolution française de juillet 1830 fait prendre conscience à la Belgique de son existence en tant que nation. Les Etats généraux du royaume dirigé par Guillaume Ier proclament la séparation du Nord et du Sud et, le 4 octobre 1830, l'indépendance et la neutralité de la Belgique. L'indépendance de la Belgique est ratifiée par la Conférence de Londres en 1831. Elu par le Congrès National le 4 juin 1831, Léopold, prince de Saxe-Cobourg, prête serment comme roi des Belges le 21 juillet 1831.

L'archevêque de Malines, le prince François-Antoine de Méan de Beurieux, dernier prince-évêque de Liège (1792), avait été nommé à Malines en 1817. Il meurt le 15 janvier 1831. C'est la raison pour laquelle c'est Mgr Delplancq qui préside, en présence du Roi, le Te Deum à Bruxelles le 22 juillet 1831, à l'occasion de la prestation de serment de Léopold I<sup>er</sup> comme roi des Belges (21 juillet 1831). Mgr Delplancq consacre Engelbert Sterckx comme archevêque de Malines le 8 avril 1832.

Il faudra attendre 1839 pour que Guillaume I<sup>er</sup> reconnaisse l'indépendance de la Belgique, qui perd une partie du Limbourg et la partie orientale du Grand-Duché de Luxembourg.

En 1830, le diocèse de Tournai compte 605.000 habitants.

## **Evolution de la pratique de la langue française en Belgique**

Durant le XIX<sup>ème</sup> siècle, la langue française est « la » langue de la culture, de l'économie, des hauts responsables de l'Eglise catholique et de bien d'autres secteurs de la société. Les relations avec la France, comme avec les diplomates de bien d'autres Etats, se font en français.

Le « mouvement flamand » est né dans ce contexte. Lié à la vie de la population pauvre qui cherche de l'emploi dans les entreprises d'extraction du charbon, de la sidérurgie dans le sillon qui va du Hainaut à la province de Liège, le mouvement flamand a reçu le soutien de beaucoup de prêtres de paroisse. Lentement, trop lentement sans doute, ce mouvement a exigé la reconnaissance de la langue néerlandaise dans tous les secteurs de la société, y compris à l'université. Ce fut un combat très dur, avec des avancées dues à beaucoup de facteurs, dont les changements de mentalité durant les deux guerres mondiales du XX<sup>ème</sup> siècle. Les lois linguistiques des années 1960 sont le signe d'une profonde modification du paysage belge, dont les diverses réformes de l'Etat permettent de saisir le contexte actuel.

## ► Notre évêque nous parle

### **Voici une photographie de la démographie au 1<sup>er</sup> janvier 2020**

Population totale	11.492.641
Bruxelles-Capitale	1.218.255
Région Flamande	6.629.143
Région Wallonne	3.645.243
Communauté germanophone	77.949

### **Provinces francophones**

Brabant Wallon	406.019
Hainaut	1.346.840
Liège	1.109.810
Luxembourg	286.752
Namur	495.832

Aujourd'hui la langue française est parlée par plus ou moins 4 millions d'habitants sur une population qui en compte 11 millions.

Il faut aussi tenir compte de la langue « parlée » à la maison des personnes, des familles issues de l'immigration.

Dans ce contexte, nous sentons bien que les médias de notre pays correspondent à l'évolution des mentalités tant au nord qu'au sud de la Belgique. En dehors des personnes qui, par profession, doivent suivre l'évolution des mentalités de l'ensemble de la Belgique, peu s'intéressent, gratuitement, à ce qui se passe dans « l'autre région », l'autre « régime linguistique ».

C'est ainsi qu'au sud, nous sommes informés davantage de ce qui se passe en France. Ce qui se passe au nord est relaté soit lorsqu'il y a des conséquences au sud, soit lorsqu'il faut trouver des compromis pour former un gouvernement fédéral.

Au plan ecclésial, l'influence de ce qui se passe en France se fait sentir en Belgique francophone. Lorsqu'on est dans le diocèse de Liège et dans le Luxembourg belge, on est aussi influencé par l'Euregio, un ensemble de diocèses à la frontière de l'ancien empire romain germanique et des territoires français.

Dernier élément peut-être à envisager. Quand on examine la nationalité, la formation des professeurs de la Faculté de Théologie de l'UCLouvain, on se rend compte qu'une bonne partie d'entre eux sont d'origine, de nationalité française. D'où leur intérêt de suivre ce qui se passe en France au plan ecclésial, au plan théologique, au plan pastoral pour envisager la mission de l'Eglise catholique dans la société civile, y compris en Belgique.

### **Une recherche intéressante**

Durant la période nouvelle ouverte par la phase 2 du déconfinement, les librairies ont pu ouvrir leurs portes. Elles ont fait venir des ouvrages qui attendaient depuis des semaines d'arriver en Belgique. Parmi eux nous avons *Les catholiques en France de 1789 à nos jours*, publié par Denis PELLETIER, chez Albin Michel en 2019. L'auteur est directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Paris), spécialisé dans l'histoire du catholicisme français. Grâce à lui, nous pénétrons davantage dans les recherches actuelles présentées par Guillaume Cuchet et Yann Raison du Cleuziou, une génération nouvelle qui a un autre regard que celle de Danièle Hervieu-Léger et de Marcel Gauchet.

### **La ringardise catholique : c'est fini**

Pelletier écrit p. 8 : *Détaché de la croyance depuis de nombreuses années, j'ai conservé pour le catholicisme de mon enfance un sentiment qui ressemble à de l'amitié.* P. 9-10 : *Ce livre est né d'un constat : le catholicisme, qui est revenu dans notre actualité, depuis quelques années, nous est devenu pour partie étranger, comme une part de notre histoire qui agirait encore sans que nous ayons vraiment accès à la raison qui l'anime. Dans l'introduction de « Catholicisme, la fin d'un monde », paru en 2003, Danièle Hervieu-Léger soulignait l'ironie un brin condescendante avec laquelle on pouvait alors stigmatiser la « ringardise catholique ». Ce n'est plus le cas aujourd'hui : le catholicisme est à nouveau un univers qui intéresse et intrigue, émeut et scandalise.*

*Plusieurs événements ont jalonné ce retour. Il y a eu l'attentat terroriste dont a été victime le 26 juillet 2016 le père Hamel, prêtre de la paroisse de Saint-Etienne-du-Rouvray, l'émotion soulevée par sa mort et ce qu'elle permettait d'entrevoir de sa vie, la façon dont cet assassinat a rappelé celui des moines de Tibhirine en mars 1996. Il y a aussi l'engagement visible d'une partie des catholiques dans le combat contre le mariage pour tous depuis 2012 et, aujourd'hui, l'indignation que soulèvent les crimes de pédophilie commis au sein de l'Eglise. Il y a enfin Notre-Dame. Quels liens entre ces événements ? Quelle logique commune ?*

## ► Notre évêque nous parle

### **Pourquoi est-ce fini ?**

La réponse est **franco-française**. La France, pays de la laïcité, l'un des plus sécularisés d'Europe, se déchire dans des controverses où des catholiques devenus très minoritaires jouent un rôle central, comme le mariage de personnes du même sexe, la procréation médicalement assistée ou la fin de vie.

La réponse est **à l'échelle mondiale**. Pendant un demi-siècle, le monde a été dominé par la confrontation entre deux blocs, le système libéral sous domination américaine et le système socialiste sous domination soviétique, qui tendaient l'un et l'autre vers la sécularisation et dont l'entrechoc marginalisait les enjeux religieux. Or, la géopolitique mondiale a changé de registre. A la fin des années 1970 sont apparues sur la scène internationale deux figures qui allaient jouer un rôle majeur, chacune à sa manière et avec ses armes, dans la recomposition qui a suivi : le 16 octobre 1978, un cardinal venu de la Pologne socialiste fut élu pape sous le nom de Jean-Paul II ; quelques semaines plus tard, la révolution iranienne portait au pouvoir l'ayatollah Khomeini. Leur autorité, à l'un comme à l'autre, et quel que soit l'écart entre les personnes et les rôles, avait un fondement religieux. Au moment où le monde basculait de la guerre froide à un schéma de globalisation dont la principale caractéristique est la fabrique d'un espace multipolaire, dont le centre nous échappe parce que son modèle est le réseau et son ressort la circulation de l'information et du capital, le religieux est revenu dans la géopolitique. Nous constatons que le fait religieux demeure une composante en quelque sorte inévitable de notre modernité.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas le « retour du religieux », qui n'a jamais disparu. C'est **le retour de la question religieuse**, ce qui est bien différent.

### **La Révolution française fut, pour une grande part, une révolution religieuse, avec et contre les catholiques**

L'auteur poursuit : *Une conviction nourrit ce livre : l'actualité du catholicisme en France ne se comprend pas si nous ne lui donnons pas son épaisseur d'histoire. Ce qui fait l'originalité du catholicisme français, par rapport à tous les autres pays, c'est l'héritage de la Révolution française, qui fut pour une grande part une révolution religieuse, avec et contre les catholiques. Son ombre porte sur deux siècles d'histoire. Cette révolution et la manière dont le catholicisme s'est reconstruit ensuite, à la fois contre elle et en épousant de toutes les manières le monde qui en était issu, font l'objet des trois premiers chapitres.*

## ► Notre évêque nous parle

*L'héritage se recompose au cours du « moment 1905 » de la société française, dont le quatrième chapitre raconte l'histoire culturelle autant que politique. Je suis certes convaincu que le politique est le lieu où l'on saisit le mieux la spécificité de la croyance et des pratiques religieuses, à l'intérieur de sociétés modernes qui tendent à les marginaliser et leur imposent donc de choisir entre le retrait, le combat et le compromis, mais excluent l'indifférence. Mais je pense aussi que cette histoire politique ne se réduit pas, même et peut-être surtout en France, à un affrontement entre l'Eglise et l'Etat. Ce qui s'y joue, c'est la mise au jour de tensions profondes, culturelles et anthropologiques, à travers lesquelles s'élabore l'espace de la vie commune, qui est celui de la démocratie (p. 12).*

D'autres chapitres exposeront les étapes après 1905.

Pour connaître Mgr François-Joseph Hirn, nous avons un ensemble d'études rédigées par Albert MILET, *Mgr Fr.-J. Hirn (1751-1819), premier évêque concordataire du diocèse de Tournai (1802-1819). Un épiscopat difficile !* (Collection Tournai – Art et Histoire, 16), Tournai – Louvain-la-Neuve, 2002, 400 pages.

+ Guy,  
Evêque de Tournai